

Bulletin n° 114

Droit de la mer



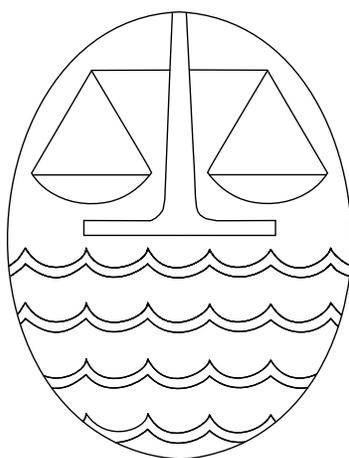
*Division des affaires maritimes
et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques*



Nations Unies

Division des affaires maritimes et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques

Droit *de la mer*



Bulletin n° 114



Nations Unies
New York, 2024

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les textes des traités et les textes législatifs nationaux contenus dans le *Bulletin* sont reproduits tels qu'ils ont été transmis au Secrétariat.

En outre, la publication dans le *Bulletin* d'informations concernant les suites données, en matière de droit de la mer, à des mesures ou des décisions adoptées par des États ne saurait impliquer reconnaissance, de la part de l'Organisation des Nations Unies, de la validité des mesures et décisions en question.

L'enregistrement en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies d'un instrument, tel qu'un accord de délimitation des frontières maritimes, présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

Publication des Nations Unies
eISBN 978-92-1-358653-2
ISSN 1815-9591
eISSN 2521-778X

Copyright © Nations Unies, 2024
Tous droits réservés
Imprimé à l'Organisation des Nations Unies, New York

TABLE DES MATIÈRES

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

ÉTAT, AU 31 MARS 2024, DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, DE L'ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION, DE L'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS ET DE L'ACCORD SE RAPPORTANT À LA CONVENTION ET PORTANT SUR LA CONSERVATION ET L'UTILISATION DURABLE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE DES ZONES NE RELEVANT PAS DE LA JURIDICTION NATIONALE

1. Tableau récapitulatif l'état de la Convention et des accords connexes.....	1
2. Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession	
a) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	11
b) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention.....	13
c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs	15
d) Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale	16
3. Notification dépositaire	
Chili : Déclarations faites lors de la ratification de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, 20 février 2024.....	17

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX

Chine

Déclaration du Gouvernement de la République populaire de Chine sur les lignes de base de la mer territoriale adjacente à la partie nord du golfe de Beibu, 1 ^{er} mars 2024.....	19
--	----

III. COMMUNICATIONS DES ÉTATS

Bahreïn

Note verbale n° O/BMN/9/2/24/36, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Royaume de Bahreïn auprès de l'Organisation, 20 février 2024	20
---	----

IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. LISTE DES CONCILIEATEURS DÉSIGNÉS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ANNEXE V ET DES ARBITRES DÉSIGNÉS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ANNEXE VII DE LA CONVENTION, AU 31 MARS 2024	21
B. DOCUMENTS DIVERS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES ET DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU	28
C. NOTIFICATIONS ZONE MARITIME PUBLIÉES AU 31 MARS 2024	29
D. NOTIFICATIONS PLATEAU CONTINENTAL PUBLIÉES AU 31 MARS 2024	34
E. RÉSUMÉS ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DES LIMITES DU PLATEAU CONTINENTAL PUBLIÉS AU 31 MARS 2024	38

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

ÉTAT, AU 31 MARS 2024, DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, DE L'ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION, DE L'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS ET DE L'ACCORD SE RAPPORTANT À LA CONVENTION ET PORTANT SUR LA CONSERVATION ET L'UTILISATION DURABLE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE DES ZONES NE RELEVANT PAS DE LA JURIDICTION NATIONALE¹

1. Tableau récapitulatif de l'état de la Convention et des accords connexes

Ce tableau récapitulatif est une synthèse non officielle de la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux accords connexes.

Le symbole □ indique : i) qu'une déclaration a été faite par l'État lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou à n'importe quel moment par la suite; ou ii) qu'une déclaration a été confirmée lors de la succession. Le double symbole □□ indique que l'État a fait plus d'une déclaration. L'abréviation (cf) indique une confirmation formelle; (a) une adhésion; (s) une succession; (sd) une signature définitive; (p) un consentement à être lié; (ps) une procédure simplifiée. Les noms des États qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies sont en italique; les rangées grises indiquent les États sans littoral.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Ratification/ adhésion		Déclaration	Ratification/ adhésion		Déclaration	Ratification/ adhésion		Déclaration	Ratification/ adhésion		Déclaration
	Signature jour/mois/année	jour/mois/année		Signature jour/mois/année	jour/mois/année		Signature jour/mois/année	jour/mois/année		Signature jour/mois/année	jour/mois/année	
TOTAUX	157	169		79	152		59	93		88	2	
Afghanistan	18/03/83											
Afrique du Sud	05/12/84	23/12/97	□	03/10/94	23/12/97		14/08/03(a)					
Albanie	23/06/03(a)			23/06/03(p)								
Algérie	10/12/82□	11/06/96	□□	29/07/94	11/06/96(p)							

¹ Source : Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, chap. XXI, sect. 6. Disponibles à l'adresse suivante : <https://treaties.un.org>, rubrique « État des traités déposés auprès du Secrétaire général ». Aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'article 308 de la Convention :

- « 1. La Convention entre en vigueur douze mois après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion.
- « 2. Pour chaque État qui ratifie la Convention ou y adhère après le dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, sous réserve du paragraphe 1. »

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		
Allemagne		14/10/94(a)	☐	29/07/94	14/10/94	28/08/96	19/12/03	☐	20/09/2023			
Andorre												
Angola	10/12/82☐	05/12/90	☐☐		07/09/10(a)							
Antigua-et-Barbuda	07/02/83	02/02/89			03/05/16(a)				20/09/2023			
Arabie saoudite	07/12/84	24/04/96	☐☐		24/04/96(p)		22/06/23(a)					
Argentine	05/10/84☐	01/12/95	☐	29/07/94	01/12/95	04/12/95						
Arménie		09/12/02(a)			09/12/02(a)							
Australie	10/12/82	05/10/94	☐	29/07/94	05/10/94	04/12/95	23/12/99		20/09/2023			
Autriche	10/12/82	14/07/95	☐	29/07/94	14/07/95	27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023			
Azerbaïdjan		16/06/16(a)			16/06/16(a)							
Bahamas	10/12/82	29/07/83		29/07/94	28/07/95(ps)		16/01/97(a)					
Bahreïn	10/12/82	30/05/85										
Bangladesh	10/12/82	27/07/01	☐☐		27/07/01(a)	04/12/95	05/11/12		20/09/2023			
Barbade	10/12/82	12/10/93		15/11/94	28/07/95(ps)		22/09/00(a)					
Bélarus	10/12/82☐	30/08/06	☐		30/08/06(a)							
Belgique	05/12/84☐	13/11/98	☐	29/07/94	13/11/98(p)	03/10/96	19/12/03	☐	20/09/2023			
Belize	10/12/82	13/08/83			21/10/94(sd)	04/12/95	14/07/05		22/09/2023			
Bénin	30/08/83	16/10/97	☐		16/10/97(p)		02/11/17(a)					
Bhoutan	10/12/82											
Bolivie (État plurinational de)	27/11/84☐	28/04/95			28/04/95(p)				20/09/2023			
Bosnie-Herzégovine		12/01/94(s)			26/05/2021(a)							
Botswana	05/12/84	02/05/90			31/01/05(a)							
Brésil	10/12/82☐	22/12/88	☐	29/07/94	25/10/07	04/12/95	08/03/00		21/09/2023			
Brunéi Darussalam	05/12/84	05/11/96			05/11/96(p)							
Bulgarie	10/12/82	15/05/96	☐		15/05/96(a)		13/12/06(a)	☐	20/09/2023			
Burkina Faso	10/12/82	25/01/05		30/11/94	25/01/05(p)	15/10/96						
Burundi	10/12/82											

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		
Cabo Verde	10/12/82 ☐	10/08/87	☐	29/07/94	23/04/08				20/09/2023			
Cambodge	01/07/83						06/03/20(a)					
Cameroun	10/12/82	19/11/85		24/05/95	28/08/02							
Canada	10/12/82	07/11/03	☐	29/07/94	07/11/03	04/12/95	03/08/99	☐	04/03/2024			
Chili	10/12/82 ☐	25/08/97	☐		25/08/97(a)		11/02/16(a)	☐	20/09/2023	20/02/2024	☐☐	
Chine	10/12/82	07/06/96	☐☐	29/07/94	07/06/96(p)	06/11/96 ☐			20/09/2023			
Chypre	10/12/82	12/12/88		01/11/94	27/07/95		25/09/02(a)		20/09/2023			
Colombie	10/12/82								20/09/2023			
Comores	06/12/84	21/06/94										
Congo	10/12/82	09/07/08	☐		09/07/08(p)				20/09/2023			
Costa Rica	10/12/82 ☐	21/09/92			20/09/01(a)		18/06/01(a)		20/09/2023			
Côte d'Ivoire	10/12/82	26/03/84		25/11/94	28/07/95(ps)	24/01/96						
Croatie		05/04/95(s)	☐☐		05/04/95(p)		10/09/13(a)	☐	20/09/2023			
Cuba	10/12/82 ☐	15/08/84	☐		17/10/02(a)				20/09/2023			
Danemark	10/12/82	16/11/04	☐	29/07/94	16/11/04	27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023			
Djibouti	10/12/82	08/10/91										
Dominique	28/03/83	24/10/91							21/09/2023			
Égypte	10/12/82	26/08/83	☐☐	22/03/95		05/12/95						
El Salvador	05/12/84											
Émirats arabes unis	10/12/82											
Équateur		24/09/12(a)	☐		24/09/12(p)		07/12/16(a)		21/09/2023			
Érythrée												
Espagne	04/12/84 ☐	15/01/97	☐☐	29/07/94	15/01/97	03/12/96	19/12/03	☐	20/09/2023			
Estonie		26/08/05(a)	☐		26/08/05(a)		07/08/06(a)	☐	20/09/2023			
Eswatini	18/01/84	24/09/12		12/10/94	24/09/12(p)							
État de Palestine		02/01/15(a)			02/01/15(p)				20/09/2023			
États-Unis d'Amérique				29/07/94		04/12/95	21/08/96	☐	20/09/2023			

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion		Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	
Éthiopie	10/12/82											
Fédération de Russie	10/12/82☐	12/03/97	☐		12/03/97(a)		04/12/95	04/08/97	☐			
Fidji	10/12/82	10/12/82	☐	29/07/94	28/07/95		04/12/95	12/12/96		20/09/2023		
Finlande	10/12/82☐	21/06/96	☐	29/07/94	21/06/96		27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023		
France	10/12/82☐	11/04/96	☐	29/07/94	11/04/96		04/12/96☐	19/12/03	☐	20/09/2023		
Gabon	10/12/82	11/03/98	☐	04/04/95	11/03/98(p)		07/10/96			20/09/2023		
Gambie	10/12/82	22/05/84										
Géorgie		21/03/96(a)			21/03/96(p)							
Ghana	10/12/82	07/06/83			23/09/16(a)			27/01/17(a)		20/09/2023		
Grèce	10/12/82☐	21/07/95	☐☐	29/07/94	21/07/95		27/06/96	19/12/03	☐	21/09/2023		
Grenade	10/12/82	25/04/91		14/11/94	28/07/95(ps)							
Guatemala	08/07/83	11/02/97	☐		11/02/97(p)							
Guinée	04/10/84☐	06/09/85		26/08/94	28/07/95(ps)			16/09/05(a)				
Guinée équatoriale	30/01/84	21/07/97	☐		21/07/97(p)							
Guinée-Bissau	10/12/82	25/08/86	☐				04/12/95					
Guyana	10/12/82	16/11/93			25/09/08(a)							
Haïti	10/12/82	31/07/96			31/07/96(p)							
Honduras	10/12/82	05/10/93	☐		28/07/03(a)					20/09/2023		
Hongrie	10/12/82	05/02/02	☐		05/02/02(a)			16/05/08(a)	☐	21/09/2023		
Îles Cook	10/12/82	15/02/95			15/02/95(a)			01/04/99(a)		22/09/2023		
Îles Marshall		09/08/91(a)					04/12/95	19/03/03		20/09/2023		
Îles Salomon	10/12/82	23/06/97			23/06/97(p)			13/02/97(a)		20/09/2023		
Inde	10/12/82	29/06/95	☐	29/07/94	29/06/95			19/08/03(a)	☐			
Indonésie	10/12/82	03/02/86		29/07/94	02/06/00		04/12/95	28/09/09		20/09/2023		
Iran (République islamique d')	10/12/82☐							17/04/98(a)				
Iraq	10/12/82☐	30/07/85										

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	
Irlande	10/12/82	21/06/96	☐	29/07/94	21/06/96		27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023		
Islande	10/12/82	21/06/85	☐	29/07/94	28/07/95(ps)		04/12/95	14/02/97		20/09/2023		
Israël							04/12/95					
Italie	07/12/84☐	13/01/95	☐☐	29/07/94	13/01/95		27/06/96	19/12/03	☐	22/09/2023		
Jamaïque	10/12/82	21/03/83		29/07/94	28/07/95(ps)		04/12/95					
Japon	07/02/83	20/06/96		29/07/94	20/06/96		19/11/96	07/08/06				
Jordanie		27/11/95(a)			27/11/95(p)							
Kazakhstan												
Kenya	10/12/82	02/03/89	☐☐		29/07/94(sd)			13/07/04(a)				
Kirghizistan												
Kiribati		24/02/03(a)	☐		24/02/03(p)			15/09/05(a)				
Koweït	10/12/82	02/05/86	☐		02/08/02(a)							
Lesotho	10/12/82	31/05/07			31/05/07(p)							
Lettonie		23/12/04(a)	☐		23/12/04(a)			05/02/07(a)	☐	20/09/2023		
Liban	07/12/84	05/01/95			05/01/95(p)							
Libéria	10/12/82	25/09/08			25/09/08(p)			16/09/05(a)				
Libye	03/12/84											
Liechtenstein	30/11/84											
Lituanie		12/11/03(a)	☐		12/11/03(a)			01/03/07(a)		20/09/2023		
Luxembourg	05/12/84☐	05/10/00		29/07/94	05/10/00		27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023		
Macédoine du Nord		19/08/94(s)			19/08/94(p)							
Madagascar	25/02/83	22/08/01	☐		22/08/01(p)							
Malaisie	10/12/82	14/10/96	☐☐	02/08/94	14/10/96(p)							
Malawi	07/12/84	28/09/10			28/09/10(p)					20/09/2023		
Maldives	10/12/82	07/09/00		10/10/94	07/09/00(p)		08/10/96	30/12/98				
Mali	19/10/83☐	16/07/85										
Malte	10/12/82	20/05/93	☐	29/07/94	26/06/96			11/11/01(a)	☐	20/09/2023		

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		
Maroc	10/12/82	31/05/07	☐	19/10/94	31/05/07	04/12/95	19/09/12		21/09/2023			
Maurice	10/12/82	04/11/94			04/11/94(p)		25/03/97(a)	☐	20/09/2023			
Mauritanie	10/12/82	17/07/96		02/08/94	17/07/96(p)	21/12/95			22/09/2023			
Mexique	10/12/82	18/03/83	☐		10/04/03(a)				20/09/2023			
Micronésie (États fédérés de)		29/04/91(a)		10/08/94	06/09/95	04/12/95	23/05/97		20/09/2023			
Monaco	10/12/82	20/03/96		30/11/94	20/03/96(p)		09/06/99(a)		20/09/2023			
Mongolie	10/12/82	13/08/96		17/08/94	13/08/96(p)							
Monténégro		23/10/06(sd)	☐☐		23/10/06(sd)							
Mozambique	10/12/82	13/03/97			13/03/97(a)		10/12/08(a)					
Myanmar	10/12/82	21/05/96			21/05/96(a)							
Namibie	10/12/82	18/04/83		29/07/94	28/07/95(ps)	19/04/96	08/04/98					
Nauru	10/12/82	23/01/96			23/01/96(p)		10/01/97(a)		22/09/2023			
Népal	10/12/82	02/11/98			02/11/98(p)				20/09/2023			
Nicaragua	09/12/84☐	03/05/00	☐		03/05/00(p)							
Niger	10/12/82	07/08/13			07/08/13(p)							
Nigéria	10/12/82	14/08/86	☐	25/10/94	28/07/95(ps)		02/11/09(a)					
Nioué	05/12/84	11/10/06			11/10/06(p)	04/12/95	11/10/06					
Norvège	10/12/82	24/06/96	☐☐		24/06/96(a)	04/12/95	30/12/96	☐	20/09/2023			
Nouvelle-Zélande	10/12/82	19/07/96		29/07/94	19/07/96	04/12/95	18/04/01		20/09/2023			
Oman	01/07/83☐	17/08/89	☐☐		26/02/97(a)		14/05/08(a)					
Ouganda	10/12/82	09/11/90		09/08/94	28/07/95(ps)	10/10/96						
Ouzbékistan												
Pakistan	10/12/82	26/02/97	☐	10/08/94	26/02/97(p)	15/02/96						
Palaos		30/09/96(a)	☐		30/09/96(p)		26/03/08(a)		20/09/2023	22/01/2024		
Panama	10/12/82	01/07/96	☐☐		01/07/96(p)		16/12/08(a)		20/09/2023			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10/12/82	14/01/97			14/01/97(p)	04/12/95	04/06/99					
Paraguay	10/12/82	26/09/86		29/07/94	10/07/95							

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	Ratification/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Ratification/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Ratification/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Ratification/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
Pays-Bas (Royaume des)	10/12/82	28/06/96	☐☐	29/07/94	28/06/96		28/06/96☐	19/12/03	☐	20/09/2023		
Pérou												
Philippines	10/12/82☐	08/05/84	☐	15/11/94	23/07/97		30/08/96	24/09/14		20/09/2023		
Pologne	10/12/82	13/11/98		29/07/94	13/11/98(p)			14/03/06(a)	☐	21/09/2023		
Portugal	10/12/82	03/11/97	☐	29/07/94	03/11/97		27/06/96	19/12/03	☐	20/09/2023		
Qatar	27/11/84☐	09/12/02			09/12/02(p)							
République arabe syrienne												
République centrafricaine	04/12/84											
République de Corée	14/03/83	29/01/96	☐	07/11/94	29/01/96		26/11/96	01/02/08		31/10/2023		
République de Moldova		06/02/07(a)	☐		06/02/07(p)							
République démocratique du Congo	22/08/83	17/02/89	☐☐									
République démocratique populaire lao	10/12/82	05/06/98		27/10/94	05/06/98(p)					20/09/2023		
République dominicaine	10/12/82	10/07/09			10/07/09(p)					20/09/2023		
République populaire démocratique de Corée	10/12/82											
République-Unie de Tanzanie	10/12/82	30/09/85	☐	07/10/94	25/06/98					20/09/2023		
Roumanie	10/12/82☐	17/12/96	☐		17/12/96(a)			16/07/07(a)		20/09/2023		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25/07/97(a) ²	☐☐	29/07/94	25/07/97		04/12/95	10/12/01 19/12/03 ³	☐☐	20/09/2023		☐☐

² Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 6, note de fin 25, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr#25.

³ Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 7, notes de fin 6 et 7, disponibles à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-7&chapter=21&clang=_fr#6 et [...]#7.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	
Rwanda	10/12/82	18/05/23			18/05/23(p)							
Saint-Kitts-et-Nevis	07/12/84	07/01/93							23/02/18(a)			
Saint-Marin												
<i>Saint-Siège</i>												
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10/12/82	01/10/93	☐						29/10/10(a)		20/09/2023	
Sainte-Lucie	10/12/82	27/03/85					12/12/95		09/08/96		20/09/2023	
Samoa	28/09/84	14/08/95		07/07/95	14/08/95(p)		04/12/95		25/10/96		20/09/2023	
Sao Tomé-et-Principe	13/07/83☐	03/11/87										
Sénégal	10/12/82	25/10/84		09/08/94	25/07/95		04/12/95		30/01/97			
Serbie	- ⁴	12/03/01(s)	☐	12/05/95	28/07/95(ps) ⁵							
Seychelles	10/12/82	16/09/91		29/07/94	15/12/94		04/12/96		20/03/98		20/09/2023	
Sierra Leone	10/12/82	12/12/94			12/12/94(p)						20/09/2023	
Singapour	10/12/82	17/11/94	☐		17/11/94(p)						20/09/2023	
Slovaquie	28/05/93	08/05/96		14/11/94	08/05/96				06/11/08(a)	☐	20/09/2023	
Slovénie		16/06/95(s)	☐☐	19/01/95	16/06/95				15/06/06(a)	☐	20/09/2023	
Somalie	10/12/82	24/07/89										
Soudan	10/12/82☐	23/01/85		29/07/94								
Soudan du Sud												
Sri Lanka	10/12/82	19/07/94		29/07/94	28/07/95(ps)		09/10/96		24/10/96			
Suède	10/12/82☐	25/06/96	☐	29/07/94	25/06/96		27/06/96		19/12/03	☐	20/09/2023	
Suisse	17/10/84	01/05/09	☐	26/10/94	01/05/09							

⁴ Confirmé lors de la succession. Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 6, note de fin 4, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr#4.

⁵ Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 6.a, note de fin 14, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6-a&chapter=21&clang=_fr#14.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion		Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration	Signature	Ratification/ adhésion	Déclaration
	jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année		jour/mois/année	jour/mois/année	
Suriname	10/12/82	09/07/98			09/07/98(p)							
Tadjikistan												
Tchad	10/12/82	14/08/09			14/08/09(p)							
Tchéquie	22/02/93	21/06/96	☐	16/11/94	21/06/96		19/03/07(a)	☐	29/09/2023			
Thaïlande	10/12/82	15/05/11	☐		15/05/11(a)		28/04/17(a)					
Timor-Leste		08/01/13(a)	☐		08/01/13(p)				20/09/2023			
Togo	10/12/82	16/04/85	☐☐	03/08/94	28/07/95(ps)		11/05/22(a)		22/09/2023			
Tonga		02/08/95(a)			02/08/95(p)	04/12/95	31/07/96		26/01/2024			
Trinité-et-Tobago	10/12/82	25/04/86	☐☐	10/10/94	28/07/95(ps)		13/09/06(a)					
Tunisie	10/12/82	24/04/85	☐☐	15/05/95	24/05/02							
Türkiye												
Turkménistan												
Tuvalu	10/12/82	09/12/02			09/12/02(p)		02/02/09(a)		20/09/2023			
Ukraine	10/12/82☐	26/07/99	☐	28/02/95	26/07/99	04/12/95	27/02/03					
Union européenne	07/12/84☐	01/04/98(cf)	☐	29/07/94	01/04/98(cf)	27/06/96☐	19/12/03	☐	20/09/2023			
Uruguay	10/12/82☐	10/12/92	☐	29/07/94	07/08/07	16/01/96☐	10/09/99	☐	29/01/2024			
Vanuatu	10/12/82	10/08/99		29/07/94	10/08/99(p)	23/07/96	15/03/18		30/11/2023			
Venezuela (République bolivarienne du)												
Viet Nam	10/12/82	25/07/94	☐		27/04/06(a)		18/12/18(a)	☐	20/09/2023			
Yémen	10/12/82☐	21/07/87	☐		13/10/14(a)							
Zambie	10/12/82	07/03/83		13/10/94	28/07/95(ps)				13/02/2024			
Zimbabwe	10/12/82	24/02/93		28/10/94	28/07/95(ps)							
TOTAUX	157	169		79	152	59	93		88	2		

2. *Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession*

a) *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*

1. Fidji (10 décembre 1982)
2. Zambie (7 mars 1983)
3. Mexique (18 mars 1983)
4. Jamaïque (21 mars 1983)
5. Namibie (18 avril 1983)
6. Ghana (7 juin 1983)
7. Bahamas (29 juillet 1983)
8. Belize (13 août 1983)
9. Égypte (26 août 1983)
10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984)
11. Philippines (8 mai 1984)
12. Gambie (22 mai 1984)
13. Cuba (15 août 1984)
14. Sénégal (25 octobre 1984)
15. Soudan (23 janvier 1985)
16. Sainte-Lucie (27 mars 1985)
17. Togo (16 avril 1985)
18. Tunisie (24 avril 1985)
19. Bahreïn (30 mai 1985)
20. Islande (21 juin 1985)
21. Mali (16 juillet 1985)
22. Iraq (30 juillet 1985)
23. Guinée (6 septembre 1985)
24. République-Unie de Tanzanie (30 septembre 1985)
25. Cameroun (19 novembre 1985)
26. Indonésie (3 février 1986)
27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986)
28. Koweït (2 mai 1986)
29. Nigéria (14 août 1986)
30. Guinée-Bissau (25 août 1986)
31. Paraguay (26 septembre 1986)
32. Yémen (21 juillet 1987)
33. Cabo Verde (10 août 1987)
34. Sao Tomé-et-Principe (3 novembre 1987)
35. Chypre (12 décembre 1988)
36. Brésil (22 décembre 1988)
37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989)
38. République démocratique du Congo (17 février 1989)
39. Kenya (2 mars 1989)
40. Somalie (24 juillet 1989)
41. Oman (17 août 1989)
42. Botswana (2 mai 1990)
43. Ouganda (9 novembre 1990)
44. Angola (5 décembre 1990)
45. Grenade (25 avril 1991)
46. Micronésie (États fédérés de) [29 avril 1991]
47. Îles Marshall (9 août 1991)
48. Seychelles (16 septembre 1991)
49. Djibouti (8 octobre 1991)
50. Dominique (24 octobre 1991)
51. Costa Rica (21 septembre 1992)
52. Uruguay (10 décembre 1992)
53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993)
54. Zimbabwe (24 février 1993)
55. Malte (20 mai 1993)
56. Saint-Vincent-et-les Grenadines (1^{er} octobre 1993)
57. Honduras (5 octobre 1993)
58. Barbade (12 octobre 1993)
59. Guyana (16 novembre 1993)
60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994)
61. Comores (21 juin 1994)
62. Sri Lanka (19 juillet 1994)
63. Viet Nam (25 juillet 1994)
64. Macédoine du Nord (19 août 1994)
65. Australie (5 octobre 1994)
66. Allemagne (14 octobre 1994)
67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)
73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
75. Slovénie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1^{er} décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)
85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)

88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. Finlande (21 juin 1996)
96. Irlande (21 juin 1996)
97. Tchèque (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1^{er} juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Union européenne (1^{er} avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)
149. Estonie (26 août 2005)
150. Bélarus (30 août 2006)
151. Nioué (11 octobre 2006)
152. Monténégro (23 octobre 2006)
153. République de Moldova (6 février 2007)
154. Lesotho (31 mai 2007)
155. Maroc (31 mai 2007)
156. Congo (9 juillet 2008)
157. Libéria (25 septembre 2008)
158. Suisse (1^{er} mai 2009)
159. République dominicaine (10 juillet 2009)
160. Tchad (14 août 2009)
161. Malawi (28 septembre 2010)
162. Thaïlande (15 mai 2011)
163. Équateur (24 septembre 2012)
164. Eswatini (24 septembre 2012)
165. Timor-Leste (8 janvier 2013)
166. Niger (7 août 2013)
167. État de Palestine (2 janvier 2015)
168. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
169. Rwanda (18 mai 2023)

b) *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention*

1. Kenya (29 juillet 1994)
2. Macédoine du Nord (19 août 1994)
3. Australie (5 octobre 1994)
4. Allemagne (14 octobre 1994)
5. Belize (21 octobre 1994)
6. Maurice (4 novembre 1994)
7. Singapour (17 novembre 1994)
8. Sierra Leone (12 décembre 1994)
9. Seychelles (15 décembre 1994)
10. Liban (5 janvier 1995)
11. Italie (13 janvier 1995)
12. Îles Cook (15 février 1995)
13. Croatie (5 avril 1995)
14. Bolivie (État plurinational de)[28 avril 1995]
15. Slovénie (16 juin 1995)
16. Inde (29 juin 1995)
17. Paraguay (10 juillet 1995)
18. Autriche (14 juillet 1995)
19. Grèce (21 juillet 1995)
20. Sénégal (25 juillet 1995)
21. Chypre (27 juillet 1995)
22. Bahamas (28 juillet 1995)
23. Barbade (28 juillet 1995)
24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995)
25. Fidji (28 juillet 1995)
26. Grenade (28 juillet 1995)
27. Guinée (28 juillet 1995)
28. Islande (28 juillet 1995)
29. Jamaïque (28 juillet 1995)
30. Namibie (28 juillet 1995)
31. Nigéria (28 juillet 1995)
32. Ouganda (28 juillet 1995)
33. Serbie (28 juillet 1995)
34. Sri Lanka (28 juillet 1995)
35. Togo (28 juillet 1995)
36. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995)
37. Zambie (28 juillet 1995)
38. Zimbabwe (28 juillet 1995)
39. Tonga (2 août 1995)
40. Samoa (14 août 1995)
41. Micronésie (États fédérés de)
[6 septembre 1995]
42. Jordanie (27 novembre 1995)
43. Argentine (1^{er} décembre 1995)
44. Nauru (23 janvier 1996)
45. République de Corée (29 janvier 1996)
46. Monaco (20 mars 1996)
47. Géorgie (21 mars 1996)
48. France (11 avril 1996)
49. Arabie saoudite (24 avril 1996)
50. Slovaquie (8 mai 1996)
51. Bulgarie (15 mai 1996)
52. Myanmar (21 mai 1996)
53. Chine (7 juin 1996)
54. Algérie (11 juin 1996)
55. Japon (20 juin 1996)
56. Finlande (21 juin 1996)
57. Irlande (21 juin 1996)
58. Tchéquie (21 juin 1996)
59. Norvège (24 juin 1996)
60. Suède (25 juin 1996)
61. Malte (26 juin 1996)
62. Pays-Bas (28 juin 1996)
63. Panama (1^{er} juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)
80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
81. Philippines (23 juillet 1997)
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
83. Chili (25 août 1997)
84. Bénin (16 octobre 1997)
85. Portugal (3 novembre 1997)
86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
87. Gabon (11 mars 1998)
88. Union européenne (1^{er} avril 1998)
89. République démocratique populaire lao
(5 juin 1998)
90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)
91. Suriname (9 juillet 1998)
92. Népal (2 novembre 1998)
93. Belgique (13 novembre 1998)

94. Pologne (13 novembre 1998)
95. Ukraine (26 juillet 1999)
96. Vanuatu (10 août 1999)
97. Nicaragua (3 mai 2000)
98. Indonésie (2 juin 2000)
99. Maldives (7 septembre 2000)
100. Luxembourg (5 octobre 2000)
101. Bangladesh (27 juillet 2001)
102. Madagascar (22 août 2001)
103. Costa Rica (20 septembre 2001)
104. Hongrie (5 février 2002)
105. Tunisie (24 mai 2002)
106. Cameroun (28 août 2002)
107. Koweït (2 août 2002)
108. Cuba (17 octobre 2002)
109. Arménie (9 décembre 2002)
110. Qatar (9 décembre 2002)
111. Tuvalu (9 décembre 2002)
112. Kiribati (24 février 2003)
113. Mexique (10 avril 2003)
114. Albanie (23 juin 2003)
115. Honduras (28 juillet 2003)
116. Canada (7 novembre 2003)
117. Lituanie (12 novembre 2003)
118. Danemark (16 novembre 2004)
119. Lettonie (23 décembre 2004)
120. Burkina Faso (25 janvier 2005)
121. Botswana (31 janvier 2005)
122. Estonie (26 août 2005)
123. Viet Nam (27 avril 2006)
124. Bélarus (30 août 2006)
125. Nioué (11 octobre 2006)
126. Monténégro (23 octobre 2006)
127. République de Moldova (6 février 2007)
128. Lesotho (31 mai 2007)
129. Maroc (31 mai 2007)
130. Uruguay (7 août 2007)
131. Brésil (25 octobre 2007)
132. Cabo Verde (23 avril 2008)
133. Congo (9 juillet 2008)
134. Guyana (25 septembre 2008)
135. Libéria (25 septembre 2008)
136. Suisse (1^{er} mai 2009)
137. République dominicaine (10 juillet 2009)
138. Tchad (14 août 2009)
139. Angola (7 septembre 2010)
140. Malawi (28 septembre 2010)
141. Thaïlande (15 mai 2011)
142. Équateur (24 septembre 2012)
143. Eswatini (24 septembre 2012)
144. Timor-Leste (8 janvier 2013)
145. Niger (7 août 2013)
146. Yémen (13 octobre 2014)
147. État de Palestine (2 janvier 2015)
148. Antigua-et-Barbuda (3 mai 2016)
149. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
150. Ghana (23 septembre 2016)
151. Bosnie-Herzégovine (26 mai 2021)
152. Rwanda (18 mai 2023)

c) *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs*

1. Tonga (31 juillet 1996)
2. Sainte-Lucie (9 août 1996)
3. États-Unis d'Amérique (21 août 1996)
4. Sri Lanka (24 octobre 1996)
5. Samoa (25 octobre 1996)
6. Fidji (12 décembre 1996)
7. Norvège (30 décembre 1996)
8. Nauru (10 janvier 1997)
9. Bahamas (16 janvier 1997)
10. Sénégal (30 janvier 1997)
11. Îles Salomon (13 février 1997)
12. Islande (14 février 1997)
13. Maurice (25 mars 1997)
14. Micronésie (États fédérés de) [23 mai 1997]
15. Fédération de Russie (4 août 1997)
16. Seychelles (20 mars 1998)
17. Namibie (8 avril 1998)
18. Iran (République islamique d') [17 avril 1998]
19. Maldives (30 décembre 1998)
20. Îles Cook (1^{er} avril 1999)
21. Papouasie-Nouvelle-Guinée (4 juin 1999)
22. Monaco (9 juin 1999)
23. Canada (3 août 1999)
24. Uruguay (10 septembre 1999)
25. Australie (23 décembre 1999)
26. Brésil (8 mars 2000)
27. Barbade (22 septembre 2000)
28. Nouvelle-Zélande (18 avril 2001)
29. Costa Rica (18 juin 2001)
30. Malte (11 novembre 2001)
31. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (10 décembre 2001) [19 décembre 2003]
32. Chypre (25 septembre 2002)
33. Ukraine (27 février 2003)
34. Îles Marshall (19 mars 2003)
35. Afrique du Sud (14 août 2003)
36. Inde (19 août 2003)
37. Union européenne (19 décembre 2003)
38. Allemagne (19 décembre 2003)
39. Autriche (19 décembre 2003)
40. Belgique (19 décembre 2003)
41. Danemark (19 décembre 2003)
42. Espagne (19 décembre 2003)
43. Finlande (19 décembre 2003)
44. France (19 décembre 2003)
45. Grèce (19 décembre 2003)
46. Irlande (19 décembre 2003)
47. Italie (19 décembre 2003)
48. Luxembourg (19 décembre 2003)
49. Pays-Bas (19 décembre 2003)
50. Portugal (19 décembre 2003)
51. Suède (19 décembre 2003)
52. Kenya (13 juillet 2004)
53. Belize (14 juillet 2005)
54. Kiribati (15 septembre 2005)
55. Guinée (16 septembre 2005)
56. Libéria (16 septembre 2005)
57. Pologne (14 mars 2006)
58. Slovénie (15 juin 2006)
59. Estonie (7 août 2006)
60. Japon (7 août 2006)
61. Trinité-et-Tobago (13 septembre 2006)
62. Nioué (11 octobre 2006)
63. Bulgarie (13 décembre 2006)
64. Lettonie (5 février 2007)
65. Lituanie (1^{er} mars 2007)
66. Tchéquie (19 mars 2007)
67. Roumanie (16 juillet 2007)
68. République de Corée (1^{er} février 2008)
69. Palaos (26 mars 2008)
70. Oman (14 mai 2008)
71. Hongrie (16 mai 2008)
72. Slovaquie (6 novembre 2008)
73. Mozambique (10 décembre 2008)
74. Panama (16 décembre 2008)
75. Tuvalu (2 février 2009)
76. Indonésie (28 septembre 2009)
77. Nigéria (2 novembre 2009)
78. Saint-Vincent-et-les Grenadines (29 octobre 2010)
79. Maroc (19 septembre 2012)
80. Bangladesh (5 novembre 2012)
81. Croatie (10 septembre 2013)
82. Philippines (24 septembre 2014)
83. Chili (11 février 2016)
84. Équateur (7 décembre 2016)
85. Ghana (27 janvier 2017)
86. Thaïlande (28 avril 2017)
87. Bénin (2 novembre 2017)
88. Saint-Kitts-et-Nevis (23 février 2018)
89. Vanuatu (15 mars 2018)
90. Viet Nam (18 décembre 2018)
91. Cambodge (6 mars 2020)
92. Togo (11 mai 2022)
93. Arabie saoudite (22 juin 2023)

d) *Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale*

1. Palaos (22 janvier 2024)
2. Chili (20 février 2024)

3. *Notification dépositaire*

Chili : Déclarations faites lors de la ratification de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, 20 février 2024⁶

La République du Chili déclare que les dispositions de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale seront appliquées et interprétées conformément à celles de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. Par conséquent, la République du Chili considère que l'Accord est sans préjudice des droits souverains, de la juridiction et des compétences des États côtiers reconnus dans la Convention.

Concernant la relation entre l'Accord et la Convention, ainsi que les autres instruments et cadres juridiques pertinents et les organes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels pertinents, la République du Chili déclare que les dispositions de l'Accord ne doivent en aucun cas leur porter atteinte et qu'il convient de favoriser la cohérence et la coordination avec ces instruments, cadres et organes selon une approche coopérative et non normative. Dès lors, la République du Chili considère qu'une interprétation et une mise en œuvre qui ne portent pas atteinte aux instruments et cadres juridiques pertinents et aux organes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels pertinents, à l'élaboration de principes généraux et approches et au renforcement et à la promotion de la coopération internationale, comme le prévoient les articles 5, 6, 7 et 8 de l'Accord, sont essentielles pour guider la relation entre l'accord et ces instruments, cadres juridiques et organes pertinents.

Le Chili affirme que l'Accord ne portera en aucun cas atteinte aux régimes juridiques auxquels il est partie, tels que le Traité sur l'Antarctique et ses instruments connexes en vigueur (Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique, Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement et ses annexes), l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud, l'Autorité internationale des fonds marins et l'Organisation maritime internationale, entre autres.

Conformément à l'article 70, l'Accord n'admet ni réserves ni exceptions. Par conséquent, les déclarations faites par les parties conformément à l'article 71 ne peuvent exclure ou modifier l'effet juridique des dispositions de l'Accord à l'égard de la partie ayant fait la déclaration. La République du Chili déclare qu'elle ne tiendra pas compte des déclarations faites par des tiers au sujet de l'Accord, ni des déclarations faites au titre de l'article 70 par des parties à l'Accord qui excluent ou modifient l'effet juridique de ses dispositions, et qu'elle ne sera liée en aucune manière par celles-ci. De même, la République du Chili se réserve le droit d'adopter, à tout moment, une position formelle à l'égard d'une déclaration faite au sujet de l'Accord par un tiers ou par une partie en ce qui concerne les questions régies par l'Accord. Le fait de ne pas prendre position vis-à-vis d'une déclaration d'un État ou de ne pas y répondre ne saurait être entendu ou invoqué comme un consentement tacite ou une approbation.

Aux fins de la mise en œuvre de l'Accord, la République du Chili réaffirme la déclaration faite lors de la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 concernant la Partie XV relative au règlement des différends. La République du Chili rappelle que :

a) Conformément à l'article 287 de la Convention de 1982, elle accepte les moyens suivants de règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de l'Accord, selon l'ordre de préférence ci-après :

- i) Le Tribunal international du droit de la mer constitué conformément à l'annexe VI à la Convention ;
- ii) Un tribunal arbitral spécial constitué conformément à l'annexe VIII à la Convention pour le règlement des catégories de différends qui y sont visées et qui concernent les pêcheries, la protection et la préservation du milieu marin, la recherche scientifique marine et la navigation, y compris la pollution causée par les navires et par déversement.

⁶ *Original* : espagnol. Voir C.N.73.2024.TREATIES-XXI.10 (notification dépositaire) du 20 février 2024.

b) Conformément aux articles 280 à 282 de la Convention, le choix des moyens de règlement des différends mentionnés au paragraphe précédent ne porte aucunement atteinte aux obligations découlant des accords généraux, régionaux ou bilatéraux concernant le règlement pacifique des différends ou énonçant des normes de règlement des différends auxquels la République du Chili est partie.

c) Conformément à l'article 298 de la Convention, la République du Chili déclare n'accepter aucune des procédures prévues à la section 2 de la Partie XV touchant les différends visés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 de l'article 298 de la Convention.

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX

Chine

Déclaration du Gouvernement de la République populaire de Chine sur les lignes de base de la mer territoriale adjacente à la partie nord du golfe de Beibu, 1^{er} mars 2024⁷

Conformément à la loi de la République populaire de Chine sur la mer territoriale et la zone contiguë promulguée le 25 février 1992, le Gouvernement de la République populaire de Chine annonce par la présente les lignes de base de la mer territoriale adjacente à la partie nord du golfe de Beibu de la République populaire de Chine.

Les lignes de base de la mer territoriale adjacente à la partie nord du golfe de Beibu sont composées de lignes droites reliant les points pertinents adjacents comme indiqué ci-dessous :

[...] ⁸

Liste des coordonnées des points d'inflexion de la limite extérieure d'une partie de la mer territoriale adjacente à Beilun Hekou

[...] ⁹

⁷ *Original* : chinois. Transmise au Secrétariat le 4 mars 2024. Une carte marine et les listes des coordonnées géographiques de points ont été déposées auprès du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention (voir notification zone maritime M.Z.N.163.2024.LOS du 12 mars 2024). Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/mzn_s/20240312Mzn163ChnEF.pdf.

⁸ Le tableau des coordonnées peut être consulté à l'adresse suivante : www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/DEPOSIT/ChnMzn1632024e.pdf.

⁹ Ibid.

III. COMMUNICATIONS DES ÉTATS

BAHREÏN

Note verbale n° O/BMN/9/2/24/36, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Royaume de Bahreïn auprès de l'Organisation, 20 février 2024¹⁰

La Mission permanente du Royaume de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies [...] a l'honneur de se référer a) à la communication du Secrétaire général n° M.Z.N.125.2017.LOS (notification zone maritime) en date du 8 février 2017 indiquant que le 11 août 2016, l'État du Qatar a déposé, en vertu du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, une liste des coordonnées géographiques de points, accompagnée par une carte illustrative, concernant les lignes de délimitation de la baie à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de l'État du Qatar et b) à la note verbale datée du 19 février 2020, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies, publiée sous la cote A/74/760.

La carte déposée par l'État du Qatar indique un point triple entre le Royaume de Bahreïn, le Royaume d'Arabie saoudite et l'État du Qatar. Le Royaume de Bahreïn déclare ne pas avoir donné son assentiment à l'emplacement de ce point, ni à celui de toute ligne de délimitation maritime entre le Royaume de Bahreïn et l'État du Qatar dont tous deux n'auraient pas encore convenu.

La Mission permanente du Royaume de Bahreïn demande que la présente note verbale soit distribuée aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et publiée dans le prochain *Bulletin du droit de la mer*.

¹⁰ *Original* : anglais.

IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. LISTE DES CONCILIATEURS DÉSIGNÉS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ANNEXE V ET DES ARBITRES DÉSIGNÉS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ANNEXE VII DE LA CONVENTION, AU 31 MARS 2024¹¹

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Afrique du Sud	M. Albertus Jacobus Hoffmann, juge et vice-président du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	25 avril 2014
	M. Thembile Elphus Joyini, juge, conciliateur et arbitre	14 juillet 2023
Algérie	M. Boualem Bouguetaia, juge et vice-président du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	23 novembre 2016
Allemagne	M. Ruediger Wolfrum, professeur à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international d'Heidelberg, conciliateur et arbitre	13 mai 2020
	M ^{me} Silja Voeneky, chaires de droit international public, de droit comparé et de droit éthique, Université de Fribourg, conciliatrice et arbitre	13 mai 2020
	M ^{me} Nele Matz-Lueck, professeure à l'Institut de droit international public Walther Schuecking de l'Université de Kiel, conciliatrice et arbitre	13 mai 2020
	M. Alexander Proelss, chaires de droit international de la mer et de droit international de l'environnement, de droit international public et de droit international, Université d'Hambourg, conciliateur et arbitre	13 mai 2020
Argentine	M ^{me} Frida María Armas Pfirter, conciliatrice et arbitre	28 septembre 2009
	M. Marcelo Gustavo Kohen, professeur, conciliateur et arbitre	4 septembre 2013
	M. Holger Federico Martinsen, ministre, conciliateur et arbitre	4 septembre 2013
	M. Mario J. A. Oyarzábal, ministre, conseiller juridique du Ministère des relations extérieures et du culte de la République argentine et professeur de droit à l'Université de La Plata, conciliateur et arbitre	19 mars 2018
Australie	M. Henry Burmester, QC, ancien conseiller en chef du service d'avocats-conseils du Gouvernement australien et ancien chef du Département de droit international du Bureau du Procureur général, conciliateur et arbitre	19 août 1999, 10 avril 2017
	M ^{me} Rosalie Balkin, AO, ancienne directrice des affaires juridiques et des relations extérieures, ancienne Secrétaire du Comité juridique et ancienne sous-secrétaire générale de l'Organisation maritime internationale, conciliatrice	10 avril 2017
	M. Bill Campbell, PSM, QC, professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université nationale australienne, ancien conseiller juridique en droit international au Département de droit international du Bureau du Procureur général, conciliateur et arbitre	10 avril 2017

¹¹ Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 6 (<https://treaties.un.org>). Les noms figurant dans le tableau sont reproduits tels qu'ils ont été communiqués par les États Parties. Les listes d'experts aux fins de l'article 2 de l'annexe VIII de la Convention sont disponibles à l'adresse www.un.org/depts/los/settlement_of_disputes/experts_special_arb.htm.

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Autriche	M. Gerhard Hafner, professeur au département du droit international et des relations internationales de l'Université de Vienne, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur à la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ancien membre de la Commission du droit international, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Gerhard Loibl, professeur à l'Académie diplomatique de Vienne, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut Tichy, ambassadeur, directeur adjoint du Bureau du conseiller juridique du Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut Türk, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
Belgique	M. Erik Franckx, professeur, président du département de droit international et européen de la Vrije Universiteit Brussel, arbitre	1 ^{er} mai 2014
	M. Philippe Gautier, greffier du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	1 ^{er} mai 2014
Brésil	M. Rodrigo Fernandes More, conciliateur et arbitre	9 février 2018
	M. George Rodrigo Bandeira Galindo, conciliateur et arbitre	13 décembre 2023
	M. Wagner Menezes, arbitre	13 décembre 2023
Chili	M. Helmut Brunner Nöer, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Rodrigo Díaz Albónico, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Carlos Martínez Sotomayor, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Eduardo Vío Grossi, conciliateur	18 novembre 1998
	M. José Miguel Barros Franco, arbitre	18 novembre 1998
	M ^{me} María Teresa Infante Caffi, arbitre	18 novembre 1998
	M. Edmundo Vargas Carreño, arbitre	18 novembre 1998
	M. Fernando Zegers Santa Cruz, arbitre	18 novembre 1998
Chypre	M. Andrew Jacovides, ambassadeur, conciliateur et arbitre	23 février 2007
	M ^{me} Christine G. Hioureas, conciliatrice et arbitre	15 janvier 2016
Costa Rica	M. Carlos Fernando Alvarado Valverde, conciliateur et arbitre	15 mars 2000
Danemark	M. Ole Spiermann, avocat, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Bjorn Kunoy, professeur associé, Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères des Îles Féroé, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Peter Taksoe-Jensen, ambassadeur, Ministère danois des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Henning Dobson Fugleberg Knudsen, Conseiller en chef, Ministère danois des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
Espagne	M. José Antonio de Yturriaga Barberán, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo García, ambassadeur itinérant, conciliateur	23 juin 1999
	M. Aurelio Pérez Giralda, Chef du Service international d'assistance juridique consultative du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	23 juin 1999
	M. José Antonio Pastor Ridruejo, juge de la Cour européenne des droits de l'homme, arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo García, arbitre	26 mars 2012
	M ^{me} Concepción Escobar Hernández, conciliatrice et arbitre	26 mars 2012

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Estonie	M ^{me} Ene Lillipuu, chef du service juridique de l'Administration maritime estonienne, conciliatrice et arbitre	18 décembre 2006
	M. Heiki Lindpere, directeur de l'Institut de droit de l'Université de Tartu, conciliateur et arbitre	18 décembre 2006
Fédération de Russie	M. Vladimir S. Kotliar, arbitre	26 mai 1997
	M. Kamil A. Bekyashev, professeur, arbitre	4 mars 1998
	M. Alexander N. Vylegjanin, directeur du département juridique du Conseil de recherche sur les forces productives de l'Académie des sciences de Russie, arbitre	17 janvier 2003
Finlande	M. Kari Hakapää, professeur, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M. Martti Koskenniemi, professeur, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M. Gutav Möller, juge, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M ^{me} Pekka Vihervuori, juge, conciliatrice et arbitre	25 mai 2001
France	M. Pierre-Marie Dupuy, arbitre	4 février 1998
	M. Jean-Pierre Queneudec, arbitre	4 février 1998
	M. Laurent Lucchini, arbitre	4 février 1998
	M. Alain Pellet, arbitre	16 décembre 2015
Ghana	M. Thomas A. Mensah, juge, ancien juge et premier Président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	30 mai 2013
	M. Martin Tsamenyi, professeur de droit à l'Université de Wollongong (Australie) et directeur du Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité, conciliateur et arbitre	30 mai 2013
Guatemala	M. Lester Antonio Ortega Lemus, ministre conseiller, conciliateur et arbitre	26 mars 2014
Indonésie	M. Hasjim Djalal, professeur, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	M ^{me} Ety Roesmaryati Agoes, SH, LLM, conciliatrice et arbitre	3 août 2001
	M. Sudirman Saad, DH, M. Hum, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	M. Kresno Bruntoro, SH, LLM, capitaine de corvette, conciliateur et arbitre	3 août 2001
Islande	M. Gudmundur Eiriksson, ambassadeur, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
	M. Tomas H. Heidar, conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
Italie	M. Umberto Leanza, professeur, conciliateur et arbitre	21 septembre 1999
	M. Luigi Vittorio Ferraris, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Giuseppe Jacoangeli, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Tullio Scovazzi, professeur, arbitre	21 septembre 1999
	M. Paolo Guido Spinelli, ancien chef du service des affaires juridiques, des différends diplomatiques et des accords internationaux du Ministère italien des affaires étrangères, conciliateur	28 juin 2011
	M. Maurizio Maresca, arbitre	28 juin 2011
	M. Tullio Treves, arbitre	28 juin 2011
Japon	M. Hisashi Owada, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	28 septembre 2000
	M. Shunji Yanai, juge, président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	4 octobre 2013
	M. Masaharu Yanagihara, professeur à l'Université ouverte du Japon, conciliateur et arbitre	25 septembre 2017
	M. Shigeki Sakamoto, professeur à l'Université Doshisha, arbitre	25 septembre 2017

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Liban	M. Joseph Akl, juge du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	31 janvier 2014
	M. Francis Zafindrandremimbahoaka Marson, arbitre	6 avril 2018
Madagascar	M ^{me} Leonide Ylenia Randrianarisoa, conciliatrice et arbitre	6 avril 2018
	M. Pablo Ferrara, arbitre	6 avril 2018
	M. Ioannis Konstantinidis, arbitre	6 avril 2018
	M. Jean Baptiste Beresaka, conciliateur	6 avril 2018
	M. Charles Sylvain Rabotoarison, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dominique Jean Olivier Rakotozafy, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dheerendra Kumar Dabee, GOSK, SC, solliciteur général, arbitre	5 novembre 2014
Maurice	M. Milan J. N. Meetarbhan, GOSK, ambassadeur, représentant permanent de Maurice, arbitre	5 novembre 2014
	M ^{me} Aruna Devi Narain, conseillère parlementaire, arbitre	5 novembre 2014
	M. Philippe Sands, QC, professeur, arbitre	5 novembre 2014
Mexique	M. Alberto Székely Sánchez, ambassadeur, conseiller spécial du Secrétaire aux affaires relatives aux eaux internationales, arbitre	9 décembre 2002
	M. Alonso Gómez Robledo Verduzco, chercheur à l'Institut de recherche juridique de l'Université autonome nationale du Mexique, membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, arbitre	9 décembre 2002
	M. Agustín Rodríguez Malpica Esquivel, capitaine de frégate, JN LD DEM, chef du groupe juridique du secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. Juan Jorge Quiroz Richards, lieutenant de frégate, SJN LD, secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. José Luis Vallarta Marrón, ambassadeur, ancien Représentant permanent du Mexique auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Alejandro Sobarzo, membre de la délégation nationale auprès de la Cour permanente d'arbitrage, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Joel Hernández García, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
Mongolie	M. Erasmo Lara Cabrera, directeur de droit international III, conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Rüdiger Wolfrum, professeur, arbitre	22 février 2005
Nicaragua	M. Jean-Pierre Cot, professeur, arbitre	22 février 2005
	M. Carlos J. Argüello Gómez, conciliateur et arbitre	29 mars 2023
Norvège	M ^{me} Hilde Indreberg, juge de la Cour suprême, conciliatrice et arbitre	10 août 2017
	M. Henrik Bull, juge de la Cour suprême, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	M. Rolf Einar Fife, ambassadeur de Norvège en France, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	M ^{me} Margit Tveiten, directrice générale, Ministère norvégien des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	10 août 2017

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Nouvelle-Zélande	M ^{me} Elana Geddis, avocate plaidante, ancienne conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M. Donald MacKay, consultant indépendant et professeur au Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité de l'Université de Wollongong, ancien chef de la division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce et ancien ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève, conciliateur et arbitre	31 mai 2019
	M ^{me} Joanna Mossop, professeure associée à la faculté de droit de l'Université Victoria de Wellington, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M ^{me} Penelope Ridings, MNZM, avocate plaidante, ancienne directrice de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
Pays-Bas	M. E. Hey, arbitre	9 février 1998
	M. A. Soons, professeur, arbitre	9 février 1998
	M ^{me} Liesbeth Lijnzaad, professeure, conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	14 février 2017
	M. Alex Oude Elferink, professeur, directeur de l'Institut néerlandais pour le droit de la mer, arbitre	14 février 2017
	M. René Lefeber, professeur, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	14 février 2017
Pologne	M. Stanislaw Pawlak, conciliateur et arbitre	14 mai 2004
	M ^{me} Maria Dragun-Gertner, conciliatrice et arbitre	14 mai 2004
	M. Cezary Mik, professeur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
	M. Konrad Marciniak, docteur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
Portugal	M. José Manuela Pureza, professeur, conciliateur	5 octobre 2011
	M. João Madureira, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Mateus Kowalski, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Tiago Pitta e Cunha, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Nuno Sérgio Marques Antunes, professeur, arbitre	5 octobre 2011
République de Corée	M. Jin-Hyun Paik, professeur, conciliateur et arbitre	14 février 2013
République-Unie de Tanzanie	M. James Kateka, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	18 septembre 2013
Roumanie	M. Bogdan Aurescu, secrétaire d'État auprès du Ministre des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	2 octobre 2009
	M. Cosmin Dinescu, directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 octobre 2009
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Michael Wood, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	Sir Elihu Lauterpacht, QC, conciliateur et arbitre	19 février 1998, 2 novembre 2010
	M. Vaughan Lowe, QC, professeur, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	M. David Anderson, conciliateur et arbitre	14 septembre 2005, 2 novembre 2010

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M. Peter Henri Fredericus Bekker, professeur et titulaire de la chaire de droit international, Centre de droit et de politiques en matière d'énergie, de pétrole et de minéraux de l'Université de Dundee (Royaume-Uni), directeur et fondateur de l'Institut DOLFIN (Dundee Ocean and Lake Frontiers Institute and Neutrals) et membre du barreau de New York, conciliateur et arbitre	15 avril 2021
Singapour	M. S. Jayakumar, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Tommy Koh, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Chan Sek Keong, juge en chef à la retraite, ancien procureur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Lionel Yee Woon Chin, solliciteur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
Slovaquie	M. Marek Smid, département de droit international du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 juillet 2004
	M. Peter Tomka, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	9 juillet 2004
Soudan	M. Sayed Shawgi Hussain, arbitre	8 septembre 1995
	M. Ahmed Elmufti, arbitre	8 septembre 1995
	M. Abd Elrahman Elkhalifa, conciliateur	8 septembre 1995
	M. Sayed Eltahir Hamadalla, conciliateur	8 septembre 1995
Sri Lanka	M. M. S. Aziz, PC, conciliateur et arbitre	17 janvier 1996
	M. C. W. Pinto, secrétaire général du Tribunal des différends irano-américains de La Haye, conciliateur et arbitre	17 septembre 2002
Suède	M ^{me} Marie Jacobsson, conseillère juridique principale en droit international du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 juin 2006
	M. Said Mahmoudi, professeur de droit international à l'Université de Stockholm, arbitre	2 juin 2006
Suisse	M ^{me} Laurence Boisson de Chazournes, professeure, arbitre	14 octobre 2014
	M. Andrew Clapham, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Lucius Caflisch, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Robert Kolb, professeur, arbitre	14 octobre 2014
Tchéquie	M. Václav Mikulka, conciliateur et arbitre	27 mars 2014
Thaïlande	M. Kriangsak Kittichaisaree, ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie, conciliateur et arbitre	24 juillet 2017
Trinité-et-Tobago	M. Cecil Bernard, juge de la Cour industrielle de la République de Trinité-et-Tobago, arbitre	17 novembre 2004

<i>État partie</i>	<i>Nominations</i>	<i>Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général</i>
Viet Nam	M. Pham Quang Hieu, Ministre adjoint des affaires étrangères du Viet Nam, conciliateur	15 mai 2020
	M. Huynh Minh Chinh, ambassadeur, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, Ministère vietnamien des affaires étrangères, conciliateur	15 mai 2020
	M ^{me} Nguyen Thi Thanh Ha, ambassadrice, ancienne Directrice générale du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancienne membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliatrice	15 mai 2020
	M. Nguyen Quy Binh, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, ancien Directeur général du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancien membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliateur	15 mai 2020
	M. Robert Beckman, professeur associé, Chef du Programme relatif au droit et aux politiques maritimes du Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Hong Thao, professeur associé à l'Académie diplomatique du Viet Nam, membre de la Commission du droit international (2017–2021), arbitre	15 mai 2020
	M ^{me} Nguyen Thi Lan Anh, professeure associée à l'Académie diplomatique du Viet Nam, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Dang Thang, Directeur général de la Commission nationale des frontières, Ministère des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	15 mai 2020

B. DOCUMENTS DIVERS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES ET DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU¹²

1. A/78/672 : Note verbale datée du 5 décembre 2023, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies.
2. A/RES/78/68 : Résolution 78/68 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 2023, intitulée « Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes ».
3. A/RES/78/69 : Résolution 78/69 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 2023, intitulée « Les océans et le droit de la mer ».
4. A/RES/78/128 : Résolution 78/128 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2023, intitulée « Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, organisée en 2025 ».
5. A/78/685 : Note verbale datée du 21 décembre 2023, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies.
6. S/2024/23 : Lettres identiques datées du 4 janvier 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies.
7. S/RES/2722 (2024) : Résolution 2722 du Conseil de sécurité en date du 10 janvier 2024.
8. A/78/718 : Lettre datée du 17 janvier 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies.
9. A/78/736 : Lettre datée du 24 janvier 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.
10. A/78/747 : Lettre datée du 24 janvier 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.
11. A/78/766–S/2024/131 : Lettres identiques datées du 2 février 2024, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies.
12. A/78/811 : Lettre datée du 13 mars 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.
13. S/2024/249 : Lettres identiques datées du 20 mars 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies.
14. A/78/824 : Note verbale datée du 18 mars 2024, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies.
15. A/79/70 : Rapport sur les travaux du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques – Lettre datée du 27 mars 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Coprésident et la Coprésidente du Groupe de travail spécial plénier.

¹² Les documents de l'Organisation des Nations Unies sont disponibles à l'adresse suivante : [www.undocs.org/\[cote du document\]](http://www.undocs.org/[cote du document]) (www.undocs.org/A/78/672, par exemple).

C. NOTIFICATIONS ZONE MARITIME PUBLIÉES AU 31 MARS 2024¹³

<i>Numéro de notification zone maritime</i>	<i>État</i>	<i>Articles de la Convention</i>
M.Z.N.1.1995.LOS du 8 mars 1995	Allemagne	16.2, 75.2
M.Z.N.2.1996.LOS du 20 février 1996	Oman	22.4, 41.6 ¹⁴
M.Z.N.3.1996.LOS du 5 mars 1996	Australie	22.4, 41.6
M.Z.N.4.1996.LOS du 25 mars 1996	Allemagne	22.4, 41.6
M.Z.N.5.1996.LOS du 19 avril 1996	Italie	16.2, 75.2
M.Z.N.6.1996.LOS du 30 juin 1996	Chypre	16.2
M.Z.N.7.1996.LOS du 5 juillet 1996	Chine	16.2
M.Z.N.8.1996.LOS du 21 juillet 1996	Finlande	16.2
M.Z.N.9.1996.LOS du 25 août 1996	Norvège	75.2, 84.2
M.Z.N.10.1996.LOS du 16 septembre 1996	Argentine	16.2
M.Z.N.11.1996.LOS du 16 octobre 1996	Jamaïque	47.9
M.Z.N.12.1997.LOS du 27 janvier 1997	Myanmar	16.2
M.Z.N.13.1997.LOS du 27 janvier 1997	Costa Rica	75.2
M.Z.N.14.1997.LOS du 6 juin 1997	Japon	16.2
M.Z.N.15.1997.LOS du 7 août 1997	Roumanie	16.2
M.Z.N.16.1997.LOS du 30 septembre 1997	Finlande	16, 75.2, 84.2
M.Z.N.17.1998.LOS du 7 mai 1998	Sao Tomé-et-Principe	47.9, 75.2
M.Z.N.18.1998.LOS du 23 juin 1998	Japon	16.2
M.Z.N.19.1998.LOS du 23 juin 1998	Espagne	75.2
M.Z.N.20.1998.LOS du 19 août 1998	Japon	16.2
M.Z.N.21.1998.LOS du 30 novembre 1998	Japon	16.2
M.Z.N.22.1998.LOS du 16 décembre 1998	Tunisie	16.2
M.Z.N.23.1999.LOS du 19 février 1999	Nauru	16.2, 75.2
M.Z.N.24.1999.LOS du 1 ^{er} juin 1999	Belgique	16.2, 84.2
M.Z.N.25.1999.LOS du 2 juin 1999	Guinée équatoriale	16.2, 75.2
M.Z.N.26.1999.LOS du 3 juin 1999	Japon	16.2
M.Z.N.27.1999.LOS du 4 juin 1999	Pakistan	16.2, 75.2
M.Z.N.28.1999.LOS du 28 juin 1999	Japon	16.2, 75.2
M.Z.N.29.1999.LOS du 29 juillet 1999	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.30.1999.LOS du 30 juillet 1999	Uruguay	16.2, 75.2
M.Z.N.31.1999.LOS du 11 octobre 1999	Gabon	16.2
M.Z.N.32.2000.LOS du 14 mars 2000	Norvège	75.2, 84.2
M.Z.N.33.2000.LOS du 28 mars 2000	Japon	16.2
M.Z.N.34.2000.LOS du 14 avril 2000	Espagne	75.2
M.Z.N.35.2000.LOS du 17 avril 2000	Honduras	16.2

¹³ Les notifications zone maritime sont disponibles en anglais et en français à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/depositpublicity.htm.

¹⁴ Depuis 1997, les États s'acquittent auprès de l'Organisation maritime internationale des obligations de publicité à l'égard des voies de circulation et des dispositifs de séparation du trafic, conformément aux articles 22, 41 et 53 de la Convention, entre autres.

<i>Numéro de notification zone maritime</i>	<i>État</i>	<i>Articles de la Convention</i>
M.Z.N.36.2000.LOS du 18 septembre 2000	Australie	12, 16.2
M.Z.N.37.2000.LOS du 29 septembre 2000	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.38.2001.LOS du 8 juin 2001	Norvège	16.2
M.Z.N.39.2002.LOS du 20 juin 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.40.2002.LOS du 20 septembre 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.41.2002.LOS du 8 octobre 2002	Papouasie-Nouvelle-Guinée	47.9
M.Z.N.42.2002.LOS du 4 décembre 2002	Pays-Bas (Royaume des)	16.2
M.Z.N.43.2002.LOS du 13 décembre 2002	Madagascar	16.2
M.Z.N.44.2003.LOS du 7 mai 2003	Seychelles	75.2, 84.2
M.Z.N.45.2003.LOS du 3 décembre 2003	Norvège	16.2
M.Z.N.46.2004.LOS du 12 mars 2004	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2
M.Z.N.47.2004.LOS du 20 avril 2004	Chypre	75.2
M.Z.N.48.2004.LOS du 27 mai 2004	Brésil	16.2
M.Z.N.49.2004.LOS du 27 mai 2004	Trinité-et-Tobago	16.2, 47.9
M.Z.N.50.2004.LOS du 30 août 2004	Brésil	75.2
M.Z.N.51.2004.LOS du 17 septembre 2004	Chine	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.52.2004.LOS du 9 décembre 2004	Viet Nam	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.53.2005.LOS du 20 avril 2005	Norvège	16.2
M.Z.N.54.2005.LOS du 8 septembre 2005	Lettonie	16.2, 75.2
M.Z.N.55.2005.LOS du 8 septembre 2005	Croatie	75.2
M.Z.N.56.2006.LOS du 8 mars 2006	Nouvelle-Zélande	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.57.2006.LOS du 7 avril 2006	Lituanie	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.58.2006.LOS du 25 avril 2006	Kenya	16.2, 75.2
M.Z.N.59.2006.LOS du 6 septembre 2006	Irlande	75.2
M.Z.N.60.2007.LOS du 17 décembre 2007	Fidji	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.61.2008.LOS du 14 mars 2008	Japon	16.2
M.Z.N.62.2008.LOS du 24 juin 2008	Palaos	75.2
M.Z.N.63.2008.LOS du 27 juin 2008	Maurice	16.2, 47.9
M.Z.N.64.2008.LOS du 23 décembre 2008	Myanmar	16.2
M.Z.N.65.2008.LOS du 23 décembre 2008	Bahamas	47.9
M.Z.N.66.2009.LOS du 10 mars 2009	Émirats arabes unis	16.2
M.Z.N.67.2009.LOS du 25 mars 2009	Indonésie	47.9
M.Z.N.68.2009.LOS du 31 mars 2009	Seychelles	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.69.2009.LOS du 21 avril 2009	Philippines	47.9
M.Z.N.70.2009.LOS du 8 juin 2009	Seychelles	16.2, 47.9
M.Z.N.71.2009.LOS du 8 juin 2009	Cuba	75.2
M.Z.N.72.2009.LOS du 8 juin 2009	Mexique	76.9
M.Z.N.73.2009.LOS du 26 octobre 2009	Irlande	76.9
M.Z.N.74.2009.LOS du 18 décembre 2009	France	75.2
M.Z.N.75.2009.LOS du 22 décembre 2009	Grenade	16.2, 47.9
M.Z.N.76.2010.LOS du 17 février 2010	Inde	16.2

<i>Numéro de notification zone maritime</i>	<i>État</i>	<i>Articles de la Convention</i>
M.Z.N.77.2010.LOS du 25 mars 2010	Arabie saoudite	16.2
M.Z.N.78.2010.LOS du 20 juillet 2010	Vanuatu	16.2, 47.9
M.Z.N.79.2010.LOS du 24 août 2010	Liban	75.2
M.Z.N.79.2010.LOS.Add.1 du 9 novembre 2010	Liban	75.2
M.Z.N.80.2010.LOS du 6 décembre 2010	France	75.2
M.Z.N.81.2011.LOS du 3 mai 2011	France	16.2, 75.2
M.Z.N.82.2011.LOS du 9 mai 2011	Comores	47.9
M.Z.N.83.2011.LOS du 9 mai 2011	Iraq	16.2
M.Z.N.84.2011.LOS du 13 juillet 2011	Lettonie	16.2
M.Z.N.85.2011.LOS du 14 novembre 2011	Liban	75.2
M.Z.N.86.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.87.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.88.2012.LOS du 17 juillet 2012	Philippines	76.9
M.Z.N.88.2012.LOS.Add.1 du 8 mars 2018	Philippines	76.9, 84.2
M.Z.N.89.2012.LOS du 21 septembre 2012	Chine	16.2
M.Z.N.90.2012.LOS du 10 octobre 2012	Équateur	16.2, 75.2
M.Z.N.91.2012.LOS du 8 novembre 2012	Maurice et Seychelles	84.2
M.Z.N.92.2012.LOS du 9 novembre 2012	Australie	76.9, 84.2
M.Z.N.93.2013.LOS du 7 janvier 2013	République-Unie de Tanzanie	16.2
M.Z.N.94.2013.LOS du 22 février 2013	France	75.2
M.Z.N.95.2013.LOS du 12 juin 2013	France	16.2
M.Z.N.96.2013.LOS du 13 août 2013	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.97.2013.LOS du 4 septembre 2013	Fédération de Russie	75.2
M.Z.N.98.2013.LOS du 4 septembre 2013	Tuvalu	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.99.2013.LOS du 11 octobre 2013	Nicaragua	16.2
M.Z.N.100.2014.LOS du 4 février 2014	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2, 84.2
M.Z.N.101.2014.LOS du 4 février 2014	France	16.2
M.Z.N.102.2014.LOS du 29 avril 2014	Nioué	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.103.2014.LOS du 26 juin 2014	Belgique	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.104.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.105.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.106.2014.LOS du 3 juillet 2014	Somalie	16.2, 75.2
M.Z.N.107.2014.LOS du 4 août 2014	Îles Cook	75.2
M.Z.N.108.2014.LOS du 22 septembre 2014	Saint-Vincent-et-les Grenadines	16.2, 47.9
M.Z.N.109.2014.LOS du 3 décembre 2014	France	16.2
M.Z.N.110.2014.LOS du 19 décembre 2014	Nioué	75.2, 84.2
M.Z.N.111.2015.LOS du 2 janvier 2015	Kiribati	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.112.2015.LOS du 7 janvier 2015	Yémen	16.2
M.Z.N.113.2015.LOS du 12 mars 2015	Fidji	16.2, 47.9
M.Z.N.114.2015.LOS du 1 ^{er} avril 2015	Brésil	16.2, 75.2
M.Z.N.115.2015.LOS du 11 août 2015	Guyana	16.2

<i>Numéro de notification zone maritime</i>	<i>État</i>	<i>Articles de la Convention</i>
M.Z.N.116.2015.LOS du 14 août 2015	Samoa	16.2
M.Z.N.117.2015.LOS du 9 novembre 2015	France	16.2
M.Z.N.118.2016.LOS du 7 avril 2016	Bangladesh	16.2
M.Z.N.119.2016.LOS du 26 avril 2016	Côte d'Ivoire	16.2, 75.2
M.Z.N.120.2016.LOS du 3 mai 2016	Îles Marshall	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.121.2016.LOS du 2 juin 2016	Fédération de Russie	76.9
M.Z.N.122.2016.LOS du 11 août 2016	Pakistan	76.9, 84.2
M.Z.N.123.2016.LOS du 28 octobre 2016	Koweït	16.2
M.Z.N.124.2016.LOS du 21 novembre 2016	Fédération de Russie	76.9
M.Z.N.125.2017.LOS du 8 février 2017	Qatar	16.2
M.Z.N.126.2017.LOS du 21 mars 2017	Équateur	75.2, 84.2
M.Z.N.127.2017.LOS du 12 avril 2017	Soudan	16.2
M.Z.N.128.2017.LOS du 25 août 2017	France	16.2, 75.2
M.Z.N.129.2017.LOS du 17 août 2017	États fédérés de Micronésie	75.2
M.Z.N.130.2017.LOS du 1 ^{er} septembre 2017	République de Corée	16.2
M.Z.N.131.2017.LOS du 6 juin 2018	Suriname	16.2, 76.9, 84.2
M.Z.N.132.2018.LOS du 8 mars 2018	France	16.2
M.Z.N.133.2018.LOS du 8 mars 2018	République du Congo	16.2, 75.2
M.Z.N.134.2018.LOS du 26 avril 2018	Samoa	16.2
M.Z.N.135.2018.LOS du 17 avril 2018	Algérie	75.2
M.Z.N.136.2018.LOS du 26 avril 2018	Vanuatu	75.2, 84.2
M.Z.N.137.2018.LOS du 26 avril 2018	Îles Salomon	75.2, 84.2
M.Z.N.138.2018.LOS du 29 juin 2018	Ghana	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.139.2018.LOS du 31 août 2018	Espagne	75.2
M.Z.N.140.2018.Rev.LOS du 18 décembre 2018	Nouvelle-Zélande	76.9, 84.2
M.Z.N.141.2018.LOS du 18 décembre 2018	Nicaragua	16.2
M.Z.N.142.2019.LOS du 26 février 2019	France	16.2, 75.2
M.Z.N.143.2019.LOS du 8 avril 2019	Australie	16.2
M.Z.N.144.2019.LOS du 7 mai 2019	République de Chypre	75.2, 84.2
M.Z.N.145.2019.LOS du 26 juin 2019	Panama	16.2
M.Z.N.146.2019.LOS du 26 août 2019	Tuvalu	75.2, 84.2
M.Z.N.147.2019.LOS du 28 août 2019	Madagascar	16.2
M.Z.N.148.2020.LOS du 6 octobre 2020	Togo	16.2, 75.2
M.Z.N.149.2019.LOS du 6 décembre 2019	France	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.150.2019.LOS du 6 décembre 2019	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2
M.Z.N.151.2020.LOS du 20 janvier 2020	États fédérés de Micronésie	16.2, 75.2
M.Z.N.152.2021.LOS du 5 février 2021	Grèce	75.2
M.Z.N.153.2021.LOS du 16 août 2021	Îles Cook	16.2, 75.2
M.Z.N.154.2021.LOS du 17 septembre 2021	Bénin	16.2, 75.2
M.Z.N.155.2021.LOS du 5 octobre 2021	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.156.2021.LOS du 2 décembre 2021	Argentine	76.9

<i>Numéro de notification zone maritime</i>	<i>État</i>	<i>Articles de la Convention</i>
M.Z.N.157.2022.LOS du 2 mars 2022	Iraq	16.2
M.Z.N.158.2022.LOS du 27 mai 2022	Irlande	16.2
M.Z.N.159.2022.LOS du 2 août 2022	Malaisie	16.2
M.Z.N.160.2022.LOS du 20 septembre 2022	Émirats arabes unis	16.2
M.Z.N.161.2022.LOS du 31 octobre 2022	Liban	16.2
M.Z.N.162.2023.LOS du 12 janvier 2023	Égypte	16.2, 75.2
M.Z.N.163.2024.LOS du 12 mars 2024	Chine	16.2

D. NOTIFICATIONS PLATEAU CONTINENTAL PUBLIÉES AU 31 MARS 2024¹⁵

<i>Numéro de notification plateau continental</i>	<i>Demande</i>
CLCS.01.2001.LOS du 20 décembre 2001	Fédération de Russie
CLCS.1.REV.2013.LOS du 4 mars 2013	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant la mer d'Okhotsk
CLCS.1.REV.2015.LOS du 4 août 2015	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant l'océan Arctique
CLCS.1.REV.2015.LOS.Add.1 du 1 ^{er} avril 2021	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant l'océan Arctique
CLCS.1.Rev2.2023.LOS du 15 février 2023	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant la partie sud-est du bassin eurasiatique dans l'océan Arctique
CLCS.1.Rev3.2023.LOS du 31 octobre 2023	Fédération de Russie – demande partielle révisée concernant la région de la dorsale de Gakkel dans l'océan Arctique
CLCS.02.2004.LOS du 21 mai 2004	Brésil
CLCS.02.2004.Add.1.LOS du 1 ^{er} mars 2006	Brésil
CLCS.2.REV.2015.LOS du 24 avril 2015	Brésil : demande partielle révisée concernant sa région méridionale
CLCS.2.REV2.2017.LOS du 11 septembre 2017	Brésil : demande partielle révisée concernant sa marge équatoriale
CLCS.2.REV3.2018.LOS du 12 décembre 2018	Brésil : demande partielle révisée concernant ses marges orientale et méridionale
CLCS.03.2004.LOS du 15 novembre 2004	Australie
CLCS.04.2005.LOS du 25 mai 2005	Irlande : plaine abyssale de Porcupine
CLCS.05.2006.LOS du 21 avril 2006	Nouvelle-Zélande
CLCS.06.2006.LOS du 19 mai 2006	Demande conjointe présentée par l'Espagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : zone de la mer Celtique et du golfe de Gascogne
CLCS.07.2006.LOS du 21 décembre 2006	Norvège : nord-est de l'océan Atlantique et Arctique
CLCS.08.2007.LOS du 29 mai 2007	France : zones de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie
CLCS.09.2007.LOS du 17 décembre 2007	Mexique : polygone ouest dans le golfe du Mexique
CLCS.10.2008.LOS du 8 mai 2008	Barbade
CLCS.10.REV.2011.LOS du 26 juillet 2011	Barbade : demande révisée
CLCS.11.2008.LOS du 12 mai 2008	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : Île de l'Ascension
CLCS.12.2008.LOS du 25 juin 2008	Indonésie : nord-ouest de l'île de Sumatra
CLCS.13.2008.LOS du 19 novembre 2008	Japon
CLCS.14.2008.LOS du 12 décembre 2008	Demande conjointe présentée par la République de Maurice et la République des Seychelles : région du plateau des Mascareignes
CLCS.15.2008.LOS du 23 décembre 2008	Suriname
CLCS.16.2008.LOS du 23 décembre 2008	Myanmar
CLCS.16.2015.LOS.Add.1 du 4 août 2015	Myanmar
CLCS.17.2009.LOS du 19 février 2009	France : zones des Antilles françaises et des îles Kerguelen
CLCS.18.2009.LOS du 25 mars 2009	Yémen : sud-est de l'île de Socotra
CLCS.18.2009.LOS.Add.1 du 16 septembre 2010	Yémen : sud-est de l'île de Socotra
CLCS.18.2009.LOS.Add.2 du 24 janvier 2017	Yémen : sud-est de l'île de Socotra
CLCS.19.2009.LOS du 31 mars 2009	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

¹⁵ Les notifications plateau continental relatives aux demandes présentées par des États côtiers à la Commission des limites du plateau continental en vertu du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention sont disponibles en anglais et en français aux pages Web respectivement consacrées à chaque demande, à l'adresse suivante : www.un.org/depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

<i>Numéro de notification plateau continental</i>	<i>Demande</i>
CLCS.20.2009.LOS du 31 mars 2009	Irlande : zone de Hatton-Rockall
CLCS.21.2009.LOS du 21 avril 2009	Uruguay
CLCS.22.2009.LOS du 21 avril 2009	Philippines : région de Benham Rise
CLCS.23.2009.LOS du 28 avril 2009	Îles Cook : plateau de Manihiki
CLCS.23.2009.LOS.Add.1 du 9 octobre 2012	Îles Cook : plateau de Manihiki
CLCS.23a.2009.LOS du 21 décembre 2021	Îles Cook : demande révisée concernant le plateau de Manihiki
CLCS.24.2009.LOS du 28 avril 2009	Fidji
CLCS.24.2009.LOS.Add.1 du 21 mai 2012	Fidji
CLCS.25.2009.LOS du 1 ^{er} mai 2009	Argentine
CLCS.26.2009.LOS du 28 avril 2009	Ghana
CLCS.26.2013.LOS.Rev.1 du 19 septembre 2013	Ghana
CLCS.27.2009.LOS du 30 avril 2009	Islande : zone du bassin d'Ægir et parties occidentale et méridionale de la dorsale de Reykjanes
CLCS.27.REV.2021.LOS du 1 ^{er} avril 2021	Islande : demande partielle révisée concernant les parties ouest, sud et sud-est de la dorsale de Reykjanes
CLCS.28.2009.LOS du 30 avril 2009	Danemark : nord des Îles Féroé
CLCS.29.2009.LOS du 4 mai 2009	Pakistan
CLCS.30.2009.LOS du 5 mai 2009	Norvège : île Bouvet et Terre de la Reine-Maud
CLCS.30.2009.LOS.Rev.1 du 28 mai 2015	Norvège : île Bouvet et Terre de la Reine-Maud
CLCS.31.2009.LOS du 5 mai 2009	Afrique du Sud : territoire continental de la République sud-africaine
CLCS.31.2013.LOS.Add.1 du 9 décembre 2013	Afrique du Sud : territoire continental de la République sud-africaine
CLCS.32.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon concernant le plateau d'Ontong Java
CLCS.33.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par la Malaisie et le Viet Nam : partie sud de la mer de Chine méridionale
CLCS.34.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par la France et l'Afrique du Sud : région de l'archipel Crozet et de l'Île-du-Prince-Edouard
CLCS.34.2009.LOS.Add 1 du 4 avril 2013	Demande conjointe présentée par la France et l'Afrique du Sud : région de l'archipel Crozet et de l'Île-du-Prince-Edouard
CLCS.35.2009.LOS du 11 mai 2009	Kenya
CLCS.36.2009.LOS du 11 mai 2009	Maurice : région de l'île Rodrigues
CLCS.36.2009.LOS.Add.1 du 12 octobre 2015	Maurice : région de l'île Rodrigues
CLCS.36.2009.LOS.Add.2 du 5 mars 2020	Maurice : région de l'île Rodrigues
CLCS.37.2009.LOS du 11 mai 2009	Viet Nam : région septentrionale (VNM-N)
CLCS.38.2009.LOS du 11 mai 2009	Nigéria
CLCS.38.2009.LOS.Add 1 du 1 ^{er} décembre 2016	Nigéria
CLCS.39.2009.LOS du 11 mai 2009	Seychelles : région du plateau Nord
CLCS.40.2009.LOS du 13 mai 2009	France : île de la Réunion et les îles Saint-Paul et Amsterdam
CLCS.41.2009.LOS du 13 mai 2009	Palaos
CLCS.41.2009.Add.1.LOS du 30 octobre 2017	Palaos
CLCS.42.2009.LOS du 13 mai 2009	Côte d'Ivoire
CLCS.42.REV.2016.LOS du 20 avril 2016	Côte d'Ivoire
CLCS.43.2009.LOS du 13 mai 2009	Sri Lanka
CLCS.44.2009.LOS du 14 mai 2009	Portugal

<i>Numéro de notification plateau continental</i>	<i>Demande</i>
CLCS.45.2009.LOS du 14 mai 2009	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : îles Falkland (Malvinas), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
CLCS.46.2009.LOS du 14 mai 2009	Tonga
CLCS.47.2009.LOS du 14 mai 2009	Espagne : zone de Galice
CLCS.48.2009.LOS du 14 mai 2009	Inde
CLCS.49.2009.LOS du 14 mai 2009	Trinité-et-Tobago
CLCS.49.2009.LOS.Add.1 du 17 avril 2023	Trinité-et-Tobago
CLCS.50.2009.LOS du 14 mai 2009	Namibie
CLCS.51.2009.LOS du 8 juin 2009	Cuba : polygone oriental du golfe du Mexique
CLCS.51.2009.LOS.Add.1 du 20 février 2024	Cuba : polygone oriental du golfe du Mexique
CLCS.52.2010.LOS du 7 juillet 2010	Mozambique
CLCS.53.2010.LOS du 28 juillet 2010	Maldives
CLCS.54.2010.LOS du 6 décembre 2010	Danemark : région du plateau Féroé-Rockall
CLCS.55.2011.LOS du 25 février 2011	Bangladesh
CLCS.55.2011.LOS.Add.1 du 27 octobre 2020	Bangladesh
CLCS.56.2011.LOS du 29 avril 2011	Madagascar
CLCS.57.2011.LOS du 7 septembre 2011	Guyana
CLCS.58.2011.LOS du 19 décembre 2011	Mexique : polygone oriental du golfe du Mexique
CLCS.59.2012.LOS du 18 janvier 2012	République-Unie de Tanzanie
CLCS.60.2012.LOS du 13 avril 2012	Gabon
CLCS.61.2012.LOS du 15 juin 2012	Danemark : plateau continental au sud du Groenland
CLCS.62.2012.LOS du 13 décembre 2012	Demande conjointe présentée par les Tuvalu, la France et la Nouvelle-Zélande (Tokélaou) : zone de la ride de Robbie
CLCS.63.2012.LOS du 14 décembre 2012	Chine : une partie de la mer de Chine orientale
CLCS.64.2012.LOS du 28 décembre 2012	Kiribati
CLCS.65.2012.LOS du 28 décembre 2012	République de Corée
CLCS.66.2013.LOS du 1 ^{er} juillet 2013	Nicaragua : sud-ouest de la mer des Caraïbes
CLCS.67.2013.LOS du 4 septembre 2013	États fédérés de Micronésie : atoll d'Eauripik
CLCS.68.2013.LOS du 6 décembre 2013	Danemark : plateau continental au nord-est du Groenland
CLCS.69.2013.LOS du 10 décembre 2013	Angola
CLCS.70.2013.LOS du 9 décembre 2013	Canada : océan Atlantique
CLCS.71.2014.LOS du 17 avril 2014	Bahamas
CLCS.72.2014.LOS du 17 avril 2014	France : Saint-Pierre-et-Miquelon
CLCS.73.2014.LOS du 24 avril 2014	Tonga : partie occidentale de la ride de Lau-Colville
CLCS.74.2014.LOS du 21 juillet 2014	Somalie
CLCS.74.2014.LOS.Rev.1 du 22 juillet 2015	Somalie
CLCS.75.2014.LOS du 25 septembre 2014	Demande conjointe présentée par Cabo Verde, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone : zones de l'océan Atlantique au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest
CLCS.76.2014.LOS du 15 décembre 2014	Danemark : plateau continental au nord du Groenland
CLCS.77.2014.LOS du 17 décembre 2014	Espagne : région à l'ouest des îles Canaries
CLCS.78.2017.LOS du 26 octobre 2017	Oman
CLCS.79.2018.LOS du 6 avril 2018	France : Polynésie française

<i>Numéro de notification plateau continental</i>	<i>Demande</i>
CLCS.80.2018.LOS du 21 septembre 2018	Demande conjointe présentée par la République du Bénin et la République togolaise
CLCS.81.2018.LOS du 23 octobre 2018	Libéria
CLCS.82.2019.LOS du 26 mars 2019	Maurice : région sud de l'archipel des Chagos
CLCS.83.2019.LOS du 11 avril 2019	Indonésie : région au nord de la Papouasie (atoll d'Eauripik)
CLCS.84.2019.LOS du 23 mai 2019	Canada : océan Arctique
CLCS.84.2019.LOS du 20 décembre 2022	Canada : océan Arctique
CLCS.85.2019.LOS du 18 décembre 2019	Malaisie : mer de Chine méridionale
CLCS.86.2020.LOS du 21 décembre 2020	Demande conjointe du Costa Rica et de l'Équateur : bassin de Panama
CLCS.87.2020.LOS du 21 décembre 2020	Chili : plateau continental oriental de la province de l'île de Pâques
CLCS.88.2020.LOS du 30 décembre 2020	Indonésie : région située au sud-ouest de Sumatra
CLCS.89.2022.LOS du 2 mars 2022	Chili : plateau continental occidental de son territoire antarctique
CLCS.90.2022.LOS du 4 mars 2022	Équateur : région méridionale de la ride de Carnegie
CLCS.91.2022.LOS du 13 avril 2022	Maurice : région nord de l'archipel des Chagos
CLCS.92.2022.LOS du 25 avril 2022	États fédérés de Micronésie : zone située au nord de Yap
CLCS.93.2022.LOS du 19 août 2022	Indonésie : zone du sud de Java et du sud de Nusa Tenggara

E. RÉSUMÉS ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DES LIMITES DU PLATEAU CONTINENTAL PUBLIÉS AU 31 MARS 2024¹⁶

1. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Fédération de Russie le 20 décembre 2001, adoptées après modification le 27 juin 2002¹⁷.
2. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Brésil le 17 mai 2004, adoptées après modification le 4 avril 2007.
3. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle au sujet de la zone aboutant la plaine abyssale de Porcupine présentée par l'Irlande le 25 mai 2005, adoptées le 5 avril 2007.
4. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par l'Australie le 15 novembre 2004, adoptées le 9 avril 2008.
5. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Nouvelle-Zélande le 19 avril 2006, adoptées le 22 août 2008.
6. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande conjointe au sujet de la zone de la mer Celtique et du golfe de Gascogne présentée par l'Espagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 19 mai 2006, adoptées le 24 mars 2009.
7. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet de zones de l'océan Arctique, de la mer de Barents et de la mer de Norvège présentée par la Norvège le 27 novembre 2006, adoptées après modification le 27 mars 2009.
8. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande au sujet du polygone ouest du golfe du Mexique présentée par le Mexique le 13 décembre 2007, adoptées le 31 mars 2009.
9. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet des zones de la Guyane française et de la Nouvelle-Calédonie présentée par la France le 22 mai 2007, adoptées le 2 septembre 2009.
10. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Barbade le 8 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
11. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande concernant l'île de l'Ascension présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 9 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
12. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet du nord-ouest de l'île de Sumatra présentée par l'Indonésie le 16 juin 2008, adoptées le 28 mars 2011.
13. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande conjointe concernant la région du plateau des Mascareignes présentée par Maurice et les Seychelles le 1^{er} décembre 2008, adoptées le 30 mars 2011.
14. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée le 5 décembre 2008 par le Suriname, adoptées après modification le 30 mars 2011.
15. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région de Benham Rise présentée par les Philippines le 8 avril 2009, adoptées le 12 avril 2012.
16. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande révisée présentée par la Barbade le 25 juillet 2011, adoptées après modification le 13 avril 2012.

¹⁶ Les recommandations et résumés de recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant les demandes présentées par des États côtiers sont disponibles à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

¹⁷ Pour un résumé des recommandations, voir A/57/57/Add.1, par. 38-41.

17. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande partielle concernant les Antilles françaises et les îles Kerguelen présentée par la République française le 5 février 2009, adoptées après modification le 19 avril 2012.
18. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Japon le 12 novembre 2008, adoptées après modification le 19 avril 2012.
19. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partiellement révisée concernant la mer d'Okhotsk présentée par la Fédération de Russie le 28 février 2013, adoptées après modification le 11 mars 2014.
20. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant le plateau continental au nord des îles Féroé présentée par les gouvernements du Royaume du Danemark et des îles Féroé le 29 avril 2009, adoptées après modification le 12 mars 2014.
21. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Ghana le 28 avril 2009, adoptées après modification le 5 septembre 2014.
22. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par la République islamique du Pakistan le 30 avril 2009, adoptées après modification le 13 mars 2015.
23. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la zone du bassin d'Ægir et les parties occidentale et méridionale de la dorsale de Reykjanes présentée par l'Islande le 29 avril 2009, adoptées après modification le 10 mars 2016.
24. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par l'Argentine le 21 avril 2009, adoptées après modification le 11 mars 2016.
25. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant le plateau de Manihiki présentée par les Îles Cook le 16 avril 2009, adoptées après modification le 19 août 2016.
26. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la République orientale de l'Uruguay le 7 avril 2009, adoptées après modification le 19 août 2016.
27. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande conjointe concernant le plateau d'Ontong Java présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon le 5 mai 2009, adoptées après modification le 17 mars 2017.
28. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle présentée par la République sud-africaine le 5 mai 2009 concernant son territoire continental, adoptées après modification le 17 mars 2017.
29. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande partielle révisée présentée par l'Argentine le 28 octobre 2016, adoptées après modification le 17 mars 2017.
30. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région du plateau septentrional présentée par la République des Seychelles le 7 mai 2009, adoptées le 27 août 2018.
31. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant l'île Bouvet et la Terre de la Reine-Maud présentée par la Norvège le 4 mai 2009, adoptées après modification le 8 février 2019.
32. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle révisée présentée par le Brésil le 10 avril 2015 concernant sa région sud, adoptées après modification le 8 mars 2019.
33. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant la partie orientale de la dorsale des Kermadec présentée par le Royaume des Tonga le 11 mai 2009, adoptées après modification le 2 août 2019.

34. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande modifiée présentée par la République de Côte d'Ivoire le 24 mars 2016, adoptées après modification le 5 février 2020.
35. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant la Réunion et les îles Saint-Paul et Amsterdam présentée par la France le 8 mai 2009, adoptées après modification le 4 mars 2020.
36. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle révisée concernant l'océan Arctique présentée par la Fédération de Russie, adoptées après modification le 6 février 2023.
37. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande conjointe concernant le secteur de l'archipel de Crozet et des îles du Prince-Édouard présentée par l'Afrique du Sud et la France, adoptées après modification le 7 mars 2023.
38. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Kenya, adoptées après modification le 7 mars 2023.
39. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle révisée concernant la partie sud-est du bassin eurasiatique de l'océan Arctique présentée par la Fédération de Russie le 14 février 2023, approuvées le 8 août 2023.
40. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la République fédérale du Nigéria le 7 mai 2009, adoptées après modification le 11 août 2023.

